

aussi à la sociologie, au service social, aux sciences politiques, à l'anthropologie et à un grand nombre d'autres disciplines des sciences sociales. Le problème, c'est de rassembler en faisceau toutes ces branches de la connaissance, pour pouvoir s'en servir comme un tout. C'est l'expérience que nous avons connue, par exemple, lorsque nous avons élaboré notre programme de recherche sur l'épanouissement des enfants en bas âge, et les expériences qui s'y rattachent, en relation avec la pauvreté. Nous pourrions peut-être revenir à ce sujet au cours de l'interrogatoire, mais, pour le moment, je veux souligner que, pour pousser nos recherches dans ce domaine, nous avons réuni un groupe très diversifié de personnes appartenant à toutes sortes de disciplines: éducateurs, psychologues, sociologues, économistes, etc. On pouvait réellement sentir, au sein de ce groupe, comment le problème de la pauvreté rapprochait ces personnes, éveillait leur enthousiasme, et leur faisait vraiment prendre conscience du fait qu'elles faisaient face à un problème intéressant véritablement plusieurs disciplines, problème à la solution duquel elles pourraient toutes apporter leur contribution. Il était très intéressant d'assister à ce phénomène.

L'une des choses que vous devrez faire, d'après moi, c'est examiner comment ces différentes branches de la connaissance peuvent s'attaquer d'une façon plus efficace au problème que vous étudiez. A l'heure actuelle, aucune université canadienne, par exemple, ne possède un institut polyvalent, pour l'étude de la pauvreté. Voilà une question à laquelle vous pourriez peut-être accorder une certaine attention.

J'ai dit, il y a un instant, que la pauvreté, de nos jours, diffère de celle des années trente. A l'heure actuelle, le phénomène de la pauvreté existe au milieu de l'abondance; le problème est plus réduit et, en quelque sorte, moins visible, mais il n'en est pas moins réel. On m'a dit, en privé, que l'initiative qu'a prise le Conseil de soulever la question de la guerre à la pauvreté, à ce moment-ci, est peut-être, en un sens, peu judicieuse et inopportune. On pense, je crois, aux fortes pressions qui s'exercent, présentement, dans le sens d'un contrôle plus serré des dépenses croissantes du gouvernement, dans notre pays. Bien sûr, il s'agit là d'un véritable problème, problème de priorités, mais dire que, parce que cette situation existe, nous devons, d'une manière ou de l'autre, limiter notre étude d'un grave problème social, que, parce que les dépenses du

gouvernement soulèvent des difficultés, nous devons pour le moment passer sous silence les problèmes des membres les plus démunies de notre société, est, je crois inacceptable. Je crois que nous devons envisager bien en face le problème administratif immédiat qui se pose à beaucoup de nos technocrates, au sein du gouvernement. Ils subissent de fortes pressions pour qu'on ralentisse la hausse générale des dépenses du gouvernement. A l'échelon fédéral, en particulier, ils ont connu l'expérience frustrante d'examiner tout l'éventail des dépenses du gouvernement, et de découvrir combien d'entre elles sont, d'une façon ou de l'autre, d'une nature contractuelle, liées par des accords à long terme. Plusieurs dépenses peuvent, par exemple, s'inscrire dans les accords à frais partagés conclus avec les provinces, ou être liées par les dispositions d'une loi, de sorte qu'on ne peut pas les modifier à court terme. Pour plusieurs, aussi, il y a le facteur inhérent de la croissance démographique, qui entraîne leur croissance d'une année à l'autre. Cela signifie que l'administrateur qui veut ralentir la hausse des dépenses gouvernementales découvre qu'il existe un large secteur des dépenses fédérales où son action est très limitée, du moins à court terme. La plupart de ses efforts doivent se concentrer sur une proportion plutôt faible de l'ensemble des dépenses.

Outre cela, on estime que certains paiements de transfert, et autres mesures de bien-être, sont parmi les éléments les plus immuables et les plus absolus de cette situation. Je crois que le sentiment de frustration, parfaitement compréhensible, n'a rien à voir avec le fait qu'on a tendance à croire que, lorsque les finances de l'État sont dans une situation vraiment serrée, nous devrions oublier un peu la pauvreté. Je crois cependant, sauf votre respect, que ce n'est pas là une façon convenable d'organiser et d'étudier les priorités sociales et gouvernementales de notre pays. Je crois que plusieurs des personnes qui estiment qu'on devrait, pour le moment, ralentir quelque peu l'étude de la pauvreté, considèrent la lutte à la pauvreté comme étant essentiellement une forme de charité, quelque chose qu'on fait dans la mesure où on peut se le permettre, mais qu'on a tendance à limiter, tout particulièrement quand on s'aperçoit qu'on est dans une situation financière assez difficile. On croit, peut-être, que dépenser des fonds publics pour lutter contre la pauvreté n'est pas aussi «productif», en un sens, que la recherche scientifique, ou quelque chose comme cela. Je crois que cette opinion, dans la mesure où elle existe, ignore quelques-unes des idées nouvelles